

L'ÉDITO DE CHARLES :

« **Le scandale des enregistrements de Goldman Sachs par une ancienne salariée de la FED... !** »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Avant de commencer avec cette histoire passionnante, je vais vous demander votre aide, oh rassurez-vous pas d'argent, juste un petit clic et un gentil vote pour soutenir le Contrarien Matin aux Golden Blogs Awards. Je ne cherche pas les médailles (sinon je m'y prendrais autrement, par exemple en étant un petit peu plus fayot pour ne pas dire lèche-cul, ce qui serait terriblement vulgaire dans une publication du niveau de celle du Contrarien), non disons que grâce à vos votes l'année dernière nous avons fait découvrir le Contrarien à 800 personnes qui sont devenues 800 nouveaux abonnés, alors si ce n'est rien au niveau mondial, disons que les petits ruisseaux font les grandes rivières. Je compte sur votre gentillesse et votre bienveillance pour aller voter sur ce lien [POUR VOTER ET SOUTENIR LE CONTRARIEN c'est ici](#) et j'espère que cette année, grâce à vous, nous ferons connaître le Contrarien à encore plus de nouveaux lecteurs.

C'est une histoire importante mais pas surprenante. Dans ces colonnes, je dénonce sans relâche la collusion évidente entre des pouvoirs politiques et des régulateurs au pire totalement corrompus (bien qu'en politiquement correct moderne on préfère parler pudiquement de simple conflits d'intérêts) et au mieux fondamentalement incompetents.

Au cœur de la crise que nous traversons se pose un sujet à la fois complexe et épineux et certainement jamais assez abordé et développé. Celui des contre-pouvoirs et je préfère ce terme et ce concept de contre-pouvoir à celui de « régulation ». La règle, le règlement, la régulation, tout cela n'a en soit aucun sens si aucun moyen cohérent et coercitif existe pour faire appliquer ces lois, règles et règlement. Pire, une loi, une règle ou règlement devrait être intelligible par tous et ne pas nécessiter 150 000 pages de texte. La véritable question est bien celle des contre-pouvoirs.

De façon générale et quel que soit le sujet, si vous donnez à quelqu'un tous les pouvoirs, il finira par les utiliser de façon malsaine et à son propre avantage. Si les policiers se tiennent convenablement c'est parce qu'il y a une « police des polices ». Il faut donc des contrôles et de la surveillance. Mais pour cela il faut une volonté politique forte allant à l'encontre du « big business » et de l'argent roi. Or, partout dans

le monde, depuis la chute du mur de Berlin et la fin d'un contre-pouvoir essentiel en termes idéologiques à savoir le communisme, nous nous sommes remis à adorer le « veau d'or ». Seul compte désormais l'argent, le pognon, le fric, le flouze, le blé, plus, toujours plus, encore plus. Pour quoi faire ? Pour rien, juste pour l'accumulation jouissive de l'argent et accessoirement du pouvoir que ce dernier procure, pouvoir rarement utilisé à des fins humanistes.

Alors il est évident que cette collusion est devenue incontrôlable. Il est évident que les lois passées, les traités négociés de façon générale le sont à l'encontre des intérêts de tous les peuples. Ils le sont à vocation exclusivement de ces grandes multinationales. Nous sommes rentrés officiellement dans l'ère du totalitarisme marchand.

Simplement, parfois, le mur du silence et de la lâcheté collective se craquèle et certains sortent de leur silence avec des preuves irréfutables de la dérive scandaleuse que l'on ne veut pas voir du système dans lequel nous vivons.

Cette femme, par qui ce nouveau scandale a été rendu public, a bien évidemment été licenciée uniquement « en raison de son manque de résultat personnel ». C'est sûr qu'il est difficile d'être en charge du contrôle de Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, un monstre financier tentaculaire que l'on a laissé se développer sans entrave et dont désormais le pouvoir et la taille menace au-delà du système économique le système démocratique.

Aujourd'hui, nous parlerons de Goldman Sachs mais cette banque, aussi néfaste soit-elle, n'est qu'une partie de notre problème. D'abord parce qu'il existe d'autres banques, comme la Deutsch Bank en Allemagne dont la taille est telle et l'exposition en produits dérivés tellement hallucinante qu'elle peut à elle seule faire sauter le monde (51 000 milliards de dollars de produits dérivés plus ou moins toxiques à son actif), mais aussi parce qu'il ne faut pas oublier, dans ce sombre tableau, le poids de grandes multinationales particulièrement nocives comme des entreprises du doux nom d'Halliburton (dont le fonds de commerce est la guerre privée) ou Monsanto (dont le fonds de commerce est de tuer ce qui survit aux guerres du premier et de laminer la biodiversité).

L'ensemble de ce système je l'appelle le « big business ». Cet ensemble forme le « totalitarisme marchand », et le totalitarisme marchand, comme tout totalitarisme, est une dictature en soi. Une dictature qui avance masquée sous l'étendard de la liberté... de consommer, mais uniquement de consommer. Partout dans le monde dit « libre », les droits civiques et la liberté politique se réduisent comme peau de chagrin. Partout dans le monde dit « libre », les citoyens sont soumis à des doses intensives de propagande visant à fabriquer leur consentement et à façonner leur manière de penser en leur ôtant sciemment et volontairement tout libre arbitre. Partout nous sommes réduits à l'état de loques tout juste bonnes à donner leur « temps de cerveau disponible » aux lobotomiseurs que sont les émissions télé abrutissantes et bêtifiantes destinées à nous faire consommer toujours plus, pour toujours plus cher, et avec toujours moins d'utilité.

Nous avons, dans tout cela, perdu notre humanité, perdu notre liberté, perdu notre citoyenneté, perdu ce qui faisait de nous des femmes et des hommes libres. Ceux qui dénoncent cette situation sont au mieux traité de « pessimistes » rejetant le progrès, et au pire de complotistes dignes de l'internement psychiatrique d'office. Mais c'est l'inverse mes chers amis. Être bien adapté à une société malade n'est justement pas une preuve de bonne santé mentale.

Alors lorsque les preuves sont incontestables, lorsque les faits sont avérés, nous devons les partager au maximum et au plus grand nombre pour leur faire prendre conscience que nous sommes arrivés au bout de quelque chose et que cette crise ne trouvera une résolution réelle que si nous nous réapproprions le pouvoir et que nous refusons de jouer le jeu de la consommation que nous impose ce système inique.

Je vous traduis donc ici l'essentiel de cet article de l'agence Bloomberg qui revient sur cette affaire des enregistrements secrets entre la FED et les représentants de Goldman Sachs.

### **Traduction par mes soins et adaptation de cette article de l'Agence Bloomberg**

« Il est fort probable que la plupart des gens seront d'accord sur le fait que les gens payés par le gouvernement des États-Unis pour réglementer Wall Street ont eu leurs lots de difficultés.

La plupart des gens seraient probablement d'accord sur deux raisons qui permettent d'expliquer ces difficultés.

Face à un système financier de plus en plus complexe, les régulateurs doivent se le faire expliquer par les financiers qui ont créé ce même système ultra-complexe avec pour résultat une pratique délétère et de plus en plus fréquente chez les régulateurs de quitter leur emploi du gouvernement pour un emploi beaucoup mieux rémunéré dans les banques mêmes qu'ils étaient autrefois destinés à réglementer et contrôler.

Les régulateurs de Wall Street sont des gens qui sont payés par Wall Street, à accepter les explications de Wall Street, et qui ont peu de moyens pour se défendre et pour faire respecter les règlements et les lois en vigueur.

Notre système de réglementation financière est évidemment dysfonctionnel. Mais parce que le sujet est si pénible, et les détails si compliqués, le public ne lui accorde pas beaucoup d'attention ni d'importance.

Cela pourrait bien changer aujourd'hui, car – vendredi 26 septembre – le programme de radio » This American Life « a diffusé une histoire à couper le souffle sur la régulation de Wall Street, et le public n'aura aucune difficulté à comprendre .

Le journaliste, Jake Bernstein, a obtenu 46 heures de bandes magnétiques, faites en secret par une employée de la Réserve fédérale. 46 heures de conversations au sein de la FED, et entre la FED et Goldman Sachs.

C'est un document extraordinaire. Le but n'est pas ici d'instruire un procès, mais la conclusion essentielle à retenir est la suivante : la FED n'a pas réussi à réglementer les banques, car elle n'a pas encouragé ses employés à poser des questions, à exprimer leurs opinions ou à signaler des problèmes.

C'est même tout le contraire : la FED encourage ses employés à garder la tête baissée, à obéir à leurs dirigeants et à apaiser les banques.

Si les régulateurs bancaires n'ont pas réussi à faire correctement leur travail ce n'est pas parce qu'ils n'avaient pas les outils pour le faire, mais parce qu'ils ont été dissuadés de les utiliser.

Le rapport cite les employés de la FED disant des choses comme, « vous ne pouvez pas penser quelque chose comme ça » ou encore « personne ne se sent individuellement responsable des erreurs de la crise financière parce que les décisions sont prises par consensus ». En plus d'un échec financier, nous sommes face à un échec culturel.

À la fin de 2011, les régulateurs ont été dotés de pouvoirs réglementaires plus larges par la loi Dodd-Frank, ils ont embauché un tas de nouvelles personnes et l'une d'elle était une femme de forte volonté à l'esprit indépendant nommé Carmen Segarra.

« This American Life » a interrogé des personnes qui avaient travaillé avec elle, avant son arrivée à la FED, qui la décrivent comme intelligente et parfois brutale, mais jamais non professionnelle. Elle est évidemment brillante et curieuse, parle quatre langues, et est diplômée d'Harvard, de Cornell et Columbia. Elle est également bien évidemment informée : avant d'aller travailler à la FED, elle a travaillé directement, et avec succès, pour les services juridiques et de la conformité des grandes banques. Elle a travaillé pour la FED après la crise financière, dit-elle, que parce qu'elle pensait qu'elle avait la capacité d'aider la FED pour réparer le système.

Au début de 2012, Segarra a été affectée au contrôle et à la surveillance de... Goldman Sachs, et a donc été installée à l'intérieur de Goldman. (Les personnes qui régulent les banques pour la FED sont physiquement stationnées à l'intérieur des banques.) (Note personnelle de votre auteur-serviteur ici présent, faut tout de même être un peu con pour croire que l'on peut réglementer et contrôler un monstre comme Goldman Sachs, tout seul avec ses 10 petits doigts fussent-ils tout boudinés ou pas.)

Dès le départ, son travail lui a semblé très différent de ce qu'elle avait imaginé (bon il n'y a pas à dire elle est tout de même au mieux très naïve cette brave dame, tout le monde sait bien que ce monde-là est un monde de faux culs pour le vrai fric). Dans les réunions, si l'une des personnes Goldman disait quelque chose de révélateur voire d'alarmant, les autres employés de la FED présents à la réunion les ignoraient ou les minimisaient.

Par exemple, dans une réunion, un employé de Goldman a estimé que « pour ses clients les plus riches certaines lois ne s'appliquaient pas ».... (Pfff, quelle surprise, quel scoop, dites donc, cette

personne que je remercie tout de même d'avoir enregistré les sbires de Goldman Sachs venait de découvrir l'eau chaude, c'est-à-dire que les riches avaient des passes-droits.)

Après cette réunion, Segarra se tourna vers son supérieur à la FED pour lui dire qu'elle avait été surprise par cette déclaration – ce à quoi son chef a répondu : «Vous n'avez pas entendu cela... » (Goldman Sachs a toujours raison, c'est l'article 1 et lorsque Goldman Sachs a tort, vous devez évidemment vous reporter immédiatement à l'article 1 à savoir que Goldman à toujours raison. Si elle m'avait demandé, je lui aurais expliqué comment tout cela allait se passer et évidemment... se finir.)

Bon, en gros, le chef de la fille a fini par lui demander de modifier les comptes rendus de réunion pour biffer tout ce qui ne relevait pas du « domaine public » n'est-ce pas, et comme elle entendait bien ce que ses oreilles entendaient, elle est allée acheter un magnétophone... enfin, maintenant, c'est des enregistreurs numériques vachement tout petits qui se planquent partout à faire pâlir d'envie un agent double du KGB de la guerre froide (hein Vladimir).

Depuis ce jour-là et jusqu'à ce qu'elle se fasse virer, elle a enregistré ses réunions de Goldman Sachs.

Alors que retenir de cette histoire ?

1 Vous saviez que les banques étaient plus ou moins contrôlées par les organismes de réglementation et plutôt moins que plus, maintenant vous en avez la certitude.

2 La seule raison pour laquelle vous en êtes désormais sur c'est qu'une femme, Carmen Segarra, a eu le courage de lutter contre le système. Elle a payé le prix fort pour nous informer de l'évidence. Elle a perdu son emploi, ruiné sa carrière, et devra sans aucun doute supporter aussi une vie de poursuites et de calomnies.

Alors qu'allez-vous faire à ce sujet ? En ce moment, la FED nous explique que la crise est en train de passer mais ce n'est pas le cas. »

### **Mon point de vue personnel sur cette affaire-là.**

Objectivement Carmen ne nous apprend rien de neuf, chez Goldman c'est des pourris, on le savait depuis bien longtemps. La FED et les autres banques centrales ont des liens de consanguinité avec les grandes banques, rien de nouveau. Il y a de la collusion ? C'est une évidence. Ils se gavent tous sur le dos des peuples ? Mais c'est leur raison d'être. Ils sont juste là pour tondre le mouton, le pigeon. C'est presque dans leur « objet social ».

Non, ce qu'il faut retenir c'est que cette fois, les enregistrements diffusés sont une preuve formelle de ce que tous les observateurs savent, supputent ou imaginent. Cette fois, nous en avons la certitude.

Il n'y a, là-dedans, nullement besoin d'invoquer quelque théorie du complot que ce soit car il est un complot qui se forme toujours de façon parfaitement naturelle et depuis la nuit des temps et il s'agit des communautés d'intérêt. Aujourd'hui, le monde est gouverné, dirigé par une poignée de communautés d'intérêts. En réalité, vous en avez 4. Les banques, les fabricants d'armes, les « pétroliers » au sens large et enfin le reste des grandes multinationales et je peux vous assurer que leurs intérêts propres ne sont pas, mais alors pas du tout ceux des peuples et c'est précisément la raison pour laquelle ces 4 grandes communautés d'intérêts nous ont fait basculer dans le « totalitarisme marchand ». Elles ont réussi, pour la simple et bonne raison que les peuples ont abdiqué tout pouvoir politique et que progressivement tous les contre-pouvoirs se sont effacés.

Oubliez le village global ou la mondialisation heureuse. Bienvenue dans la dictature mondiale 2.0. Vous allez adorer.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

**« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes » (JFK)**

## « THÉVENOUD est toujours député. Pensons à lui. Ne l'oublions pas. »

(pour protester pacifiquement et avec humour, n'hésitez pas à reprendre cette formule en bas de tous vos mails, de vos articles ou de vos publications, il n'y a aucun droit d'auteur !!)

[Source Bloomberg ici](#)



---

### France : Ça y est !! Ils l'ont dit au JT de 20h... vous allez être ruinés hahahaha !



Voilà, c'est fait, ça y est, j'exulte, enfin !! Ils l'ont dit au JT de France 2 (ils deviennent sacrément subversifs tout de même chez France Télévision), bref, c'est les Français et les ménages qui investissent dans les titres de l'État français et va-t-on rembourser cette dette ? C'est peu probable.

La vidéo est sur le site de

France 2, et c'est à partir de la 25e minute !! N'oubliez pas d'acheter un peu d'or, on ne sait jamais hahahahahahahahaha...

Charles SANNAT

[Voir la vidéo ici](#)



# Pour un stockage à domicile, avec un MAXimum de sécurité, la 20 Francs Suisse 'MAX'.

Spécialement conçue pour être conservée chez vous  
grâce à sa coque scellée hautement sécurisée

Frais de port et assurance du colis OFFERTS

Commandez votre kit or >



AuCOFFRE.com

## France : Plus d'un tiers des jeunes très diplômés peinent à trouver du travail



C'est un article de *Challenges* qui revient sur le fait que plus d'un tiers des jeunes diplômés ne trouvent pas de travail et pour tous ceux qui en trouvent, c'est-à-dire pour l'écrasante majorité trouvant un poste, ce sera un poste pour lequel ils seront surqualifiés et particulièrement mal payés sans oublier qu'ils sont le plus

souvent (dans 85 % des cas) en CDD ou en contrat d'intérim plus ou moins précaire.

Je vous repose donc la question. Faire des études pour quoi faire ? Évidemment, encore une fois, si l'on est ingénieur et a minima centralien, les choses se passent convenablement, mais soyons réalistes, il y a beaucoup, énormément même de bac +5... mais des centraliens... nettement moins.

Charles SANNAT

« C'est la promesse principale des écoles d'ingénieurs, business schools, et autres masters universitaires : l'employabilité. Pour leurs étudiants, une garantie contre le chômage et l'assurance d'un salaire conséquent. L'étude annuelle de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) sur les jeunes diplômés à bac + 5 et plus, publiée ce 1er octobre, est l'occasion de vérifier si les engagements sont bien tenus. Or, dans un contexte économique difficile, y compris pour les cadres, la réponse est globalement positive. La proportion des CDI à la première embauche est même en augmentation.

Mais les nuages restent nombreux. Ainsi, le taux d'emploi des jeunes un an après l'obtention de leur diplôme continue de rester assez faible. Comme l'an passé, il atteint 63 %. Un niveau en recul de 7 points par rapport à la génération des diplômés de 2011 et même de 9 points si l'on compare à 2010. « La situation des jeunes diplômés est stable mais elle n'en demeure pas moins préoccupante », indique Jean-Marie Marx, le directeur général de l'Apec. Et de rappeler qu'en 2013, les recrutements de jeunes diplômés au statut de cadre ont diminué de 4 %, soit 37 100 postes offerts.



## France : Quand l'économiste le plus populaire d'Allemagne fustige la France



Disons pudiquement qu'il n'est pas vraiment très tendre avec la France... mais comment lui en vouloir, nous en sommes à nous demander si en plus on va payer les jours de grèves aux pilotes grassement bien payés d'Air France, compagnie aérienne perdant consciencieusement de l'argent tous les ans, les régimes spéciaux, chuuuut, le déficit on

le laisse filer des fois que cela couine trop fort. Alors...

Charles SANNAT

« Vous ne comprenez pas l'intransigeance allemande sur l'euro et les déficits ? Lisez cet entretien avec Hans-Werner Sinn et tout vous paraîtra plus clair.

Président du prestigieux institut économique de Munich IFO, star des talk show à la télé allemande, Hans-Werner Sinn est devenu le critique le plus féroce de la politique européenne depuis la crise de l'euro. À l'occasion de la sortie de son livre *The Euro Trap* (Le piège de l'euro), il répond aux questions de *Challenges*.

Après New York, Washington et Milan vous passez deux jours à Paris, où vous irez de conférences en rencontres. Que vendez-vous ?

Mon nouveau livre *The Euro Trap* (ndlr, Le piège de l'euro), paru en août aux États-Unis et dans le monde anglophone, aux éditions Oxford University Press. Il va être traduit en d'autres langues, dont le français, je l'espère.

### Quelle thèse y défendez-vous ?

J'y décris une histoire de l'euro qui montre que les problèmes de l'Europe du Sud sont nés d'un excès de crédit. Ces pays ont été shootés à l'argent frais, ce qui a fait monter les salaires plus rapidement que la productivité. Cela a augmenté les prix et a donc été au détriment de leur compétitivité. En Espagne, par exemple, les prix ont augmenté de 25 % par rapport au reste de la zone euro, ce qui, sans la monnaie unique, aurait correspondu à une hausse de la peseta de 25 %. Ça a porté un préjudice considérable à l'industrie ibérique.

### Vous évoquez les problèmes du Sud. Incluez-vous la France dans ce Sud, qu'en Allemagne on appelle souvent les pays du Club Med ?

Bien sûr qu'elle en fait partie ! D'ailleurs son problème est que ses principaux clients sont en Europe du Sud. L'économie de la France a été frappée de plein fouet par la crise de l'euro.

### La santé économique de la France vous inquiète-t-elle ?

Oui, elle me soucie beaucoup. La France n'a plus de croissance. Elle aussi a un taux de chômage des jeunes très élevé, et un taux de dépenses publiques qui est de 57 %, alors qu'en Allemagne il est passé, à force d'efforts et de

réformes, de 49 à 44 %. Autre sujet de préoccupation en France : son secteur public pléthorique. 25 % des salariés sont employés dans la fonction publique, soit le double de l'Allemagne. Cette nationalisation des emplois a certainement préservé le bonheur privé des ménages, mais a mis en péril la compétitivité de l'économie.

### **Et l'Allemagne a, elle, sacrifié le bonheur privé ?**

Je ne dirais pas cela. Ne vaut-il pas mieux que les salaires augmentent peu et que les salariés conservent leur emploi dans l'économie privée ?

### **Que vous inspire le tournant de Manuel Valls ?**

Le Premier ministre a l'air de mettre davantage d'énergie que ses prédécesseurs à lancer des réformes. Reste à voir la mise en œuvre et les résultats. La France doit absolument se réformer, même si ses efforts ne porteront leurs fruits qu'à moyen terme. Il faut qu'elle tourne le dos aux habitudes de hausse de l'endettement, qui apporte un soulagement à court terme, mais qui a des conséquences dramatiques à long terme.

### **Craignez-vous un risque de contagion si la France allait encore plus mal ?**

La contagion est partie de l'Europe du Sud pour gagner la France. Bien sûr, que si votre pays allait plus mal, cela aurait un impact sur l'économie allemande, et mettrait aussi en péril le projet européen. C'est pour cela qu'en Allemagne les gens s'inquiètent autant pour la santé de votre pays.

### **Vous en voulez aux pays du Sud et à la France, pourquoi ?**

Bien sûr que non. Mais je suis désolé que ces pays, France comprise, aient fait pression, contre l'avis de la Deutsche Bundesbank (la banque centrale allemande) pour que l'on mette en œuvre des plans de sauvegarde en émettant de l'argent. Enormément d'argent a été injecté dans la partie méridionale de l'Europe, sans pour autant que la pression soit maintenue pour poursuivre de vraies réformes.

### **Vous êtes également critique vis-à-vis de la BCE, qui, dites-vous, se mue en « bad bank », pourquoi ?**

La BCE fait tout, sauf de la politique monétaire. Elle a pris des mesures fiscales. D'ailleurs la cour constitutionnelle allemande a bien dit que la BCE était sortie de son mandat avec son programme d'OMT.

### **Vous martelez à longueurs de colonnes qu'un temps précieux et un argent fou ont été perdus ces dernières années. La situation s'est tout de même améliorée en Europe depuis deux ans, non ?**

Non. On a simplement calmé temporairement les marchés financiers, en résolvant les problèmes de dettes publiques par l'injection massive de fonds publics. Ce qui fait porter le risque sur le contribuable et a plombé la productivité de la zone euro. Des sommes énormes sont parties dans la consommation des pays du Sud et dans du béton, des projets immobiliers insensés.

### **Vous dites avoir été naïf au moment de l'arrivée de l'euro. Vous le regrettez ?**

Oui, il y a 25 ans, j'ai salué l'arrivée de l'euro en tant qu'instrument d'intégration européenne. Je n'ai pas pris au sérieux les réticences des économistes plus âgés. Or, l'euro tel qu'il a été conçu a apporté des difficultés majeures en

Europe du Sud, notamment du chômage de masse, et des dissensions entre pays européens d'une intensité que je n'avais jamais connue auparavant.

### Quelle solution préconisez-vous ?

Pour garder l'euro, il faut un euro flexible, un euro qui respire. Il faut pouvoir y entrer, mais aussi en sortir. Si on ne peut en sortir, c'est une prison ! La sortie peut être temporaire. Il aurait mieux valu pour la Grèce qu'elle sorte de la monnaie commune en 2010. Depuis, elle a fait des progrès, certes, mais ses prix n'ont baissé que de 6 % par rapport au reste de la zone euro, quand il aurait fallu qu'ils baissent de 30 %, et les dettes ont continué à croître. Mais c'est aux Grecs de décider s'ils restent ou non dans la zone euro.

[Lire la fin de cet article sur le site de \*Challenges\* ici](#)



---

## France : François Fillon : « La France est à la veille d'un accident financier grave »



« Pour redresser les finances publiques, François Fillon dévoile un plan d'économies de 110 milliards d'euros sur cinq ans. « Les Français sont capables de comprendre qu'un pays qui croule sous les déficits est en sursis », déclare aux *Échos* l'ancien Premier ministre. »

Ohhh vilain François Fillon qui semble atteint

d'une crise de pessimisme aiguë... Eh bien non, il a raison ! On n'est pas bien, mais alors pô bien du tout et tout cela finira de la seule façon possible à savoir une faillite retentissante.

Charles SANNAT

[Source \*Les Échos\* ici](#)



---

## Allemagne : La BCE plus que jamais sous la menace de Karlsruhe



Ça ce n'est pas une bonne nouvelle mais alors pas du tout une bonne nouvelle pour l'avenir de la monnaie unique... parce que si la BCE ne peut pas monétiser la France, elle ne pourra pas supporter une austérité à la grecque... Tout cela va mal se terminer.

Charles SANNAT

« Les juges constitutionnels allemands risquent de limiter la marge

de manœuvre de la BCE

La procédure concernant la plainte sur l'OMT se poursuit devant la cour de Luxembourg, mais Mario Draghi peut également craindre une censure de Karlsruhe sur un éventuel QE. une situation qui condamne la BCE à l'immobilisme.a BCE. L'Europe semble donc condamnée, comme depuis quatre ans, à espérer un miracle venu d'ailleurs pour sortir de la nasse. »



## USA : "Subprime" : JPMorgan face à une action en nom collectif de plusieurs milliards



« La justice américaine a autorisé une action en nom collectif (class action) contre la banque JPMorgan Chase, accusée par un groupe d'investisseurs de les avoir trompés sur la qualité de produits financiers adossés à des crédits immobiliers « subprime ».

Un groupe d'investisseurs emmené par les fonds de pension d'ouvriers du nord et du

sud de la Californie avait saisi un juge fédéral pour pouvoir obtenir le droit de mener une action collective contre l'établissement, qui lui-même s'y opposait.

Après une rude bataille, le juge fédéral Paul Oetken de Manhattan (New York) a donné raison aux plaignants qui vont désormais essayer d'obtenir de la justice qu'elle détermine si la responsabilité de JPMorgan peut être engagée. »

... Ooooh non alors les gentils banquiers de la Morgan qui sont méchants avec leurs clients alors que Goldman Sachs vient de se faire enregistrer à son insu... remarquez, même Sarkozy a été enregistré par un gentil camarade de classe alors pensez donc !

Je ne sais pas pour vous, mais là cela ressemble furieusement à une offensive contre les banques... et en règle !

Charles SANNAT

[Source Boursorama.com ici](#)



## Environnement : À propos du mythe de la surpopulation de la Terre



C'est un point de vue assez surprenant et pourtant digne d'intérêt. Alors je le publie et le reprends à titre d'information pour le plus grand nombre.

Charles SANNAT

« J'ai regardé il y a peu l'intervention de Igor Ivanovitch Beloborodov, conseiller du directeur du RISI, l'Institut russe de recherches stratégiques. Une intervention

consacrée à la démystification du mythe de la surpopulation de notre planète. Je me joins à la thèse selon laquelle ce « problème global » est quelque peu mal présenté et éclairé. Mais avant tout un peu d'histoire.

Il existe un point de vue selon lequel la population croît trop rapidement et

épuisera toutes les ressources de la planète. En conséquence de quoi, il faut freiner cette croissance, on appellera cela « l'alarmisme démographique ». Certains sociologues considèrent que l'on peut qualifier d'alarmisme n'importe quel recueil de textes dénonçant une mauvaise situation démographique dans n'importe quelle région du monde, indépendamment du fait qu'il y ait menace de surpopulation ou, au contraire, une tendance à la dépopulation. Si l'on suit cette approche, il n'y a pas de différence entre d'une part le démographe français du XIXe Dumont, qui affirmait que du fait de ce que la France perd son rythme d'augmentation de la population, elle serait dépassée par la croissance démographique de l'Allemagne, et d'autre part le britannique Dennis L. Meadows, qui évoque le danger d'une augmentation incontrôlée de la population humaine.

L'un et l'autre relèvent de la frange « alarmiste ». Nous utiliserons le terme « alarmisme démographique » à l'égard de ces derniers points de vue, car selon nous, un large public et de nombreux spécialistes s'y associent.

Thomas Malthus est considéré comme le plus célèbre « démographe alarmiste », avec son ouvrage dénommé « de la loi de la population humaine ou énoncé des effets passés et présents de cette loi sur le bien-être de l'espèce humaine, accompagné de quelques recherches sur l'espoir d'en écarter ou d'en amoindrir les effets maléfiques {qu'il occasionne}».

C'est lui, Malthus, qui en 1798 émit cette thèse et la mit en débat, à savoir que la population croît trop rapidement en regard de ses possibilités de produire la nourriture en suffisance ; qu'en conséquence se multiplieront les catastrophes (épidémies, faim, guerres). Et que donc le seul moyen d'éviter ces catastrophes est de contrôler la croissance de population sur la planète. Ultérieurement ses idées furent reprises par Denis Meadows. En 1972, à la demande du Club de Rome, il tint la conférence « les limites de la croissance », où il énonça ce que l'on appelle les problèmes globaux (surpopulation, intensification de l'écart entre pays développés et émergents, soit le problème Nord-Sud, etc.). Notre conférencier certifiait que l'humanité consomme tant de ressources qu'il est impératif d'en limiter la consommation, et ceci en limitant la population humaine. Et de ce fait proposait aux gouvernements nationaux de mener une politique démographique, en vue de maintenir le niveau de population à un niveau donné, et de procéder à ce que l'on appelle un développement durable.

Ensuite Meadows publia le livre *Limits to Growth: The 30-Year Update*, dans lequel il affirme que l'humanité a déjà dépassé les limites de la croissance, et qu'il faut rapidement se limiter sous peine de consommer définitivement toutes les ressources.

Sur fond de ces exposés, livres et films, la société impose l'idée que les pays les plus pauvres étant hors de contrôle (il serait intéressant de définir qui doit les contrôler...), ils augmentent leur population et sous peu avaleront tous les bienfaits des pays développés ; pour cette raison il faut accepter le « concept du milliard-étalon » (thèse selon laquelle, pour faire bref, la Terre pourrait contenir confortablement un milliard d'individus.) Ceci en vue de préserver le niveau de consommation de ce 'milliard-étalon' (par lequel on sous-entend la population des pays développés).

Ici nous allons tenter de nous intéresser au problème de surpopulation, qui nous semble exagéré comme évoqué en début d'article. Le fait est que selon les calculs de l'ONU, organisation vous l'admettrez, respectable, le coefficient global moyen de natalité est de 2.4 ; c'est à dire que chaque femme, en moyenne dans le monde, dans sa génération, ne mettra au monde que maximum 2.4 enfant. Bien sûr lorsque nous précisons 'dans sa génération', nous émettons une hypothèse, car nul ne peut garantir que dans une génération quelconque ne croîtra ou ne s'effondrera brusquement la natalité (que ce soit le fait d'une catastrophe ou d'une brutale amélioration des conditions de vie).

Nous avons donc un coefficient établi sur base de taux moyen de naissance de la génération précédente, et sur base de statistiques reçues de la situation actuelle, on projette la natalité des générations à venir.

Et voilà, sur notre planète Terre, sur les 50 dernières années, le taux de natalité a été divisé par deux (soit de 4 à 2.36, à peu près le taux de remplacement générationnel), que l'on joint avec la transition démographique globale (diminution des taux de natalité et de mortalité). Si cette tendance à la diminution du taux de natalité devait se poursuivre, alors nous aurions une dépopulation plutôt qu'une surpopulation.

Pour ce qui est de 'milliard-étalon' : lui (c'est-à-dire la population des pays développés) consomme une grande partie des ressources minérales (non renouvelables, ou difficilement renouvelables). Voici ce qu'écrit à ce sujet Sergei Ivanov, du département économique et social au secrétariat de l'ONU : Les liens entre écologie et démographie furent particulièrement évoqués dans les années 1970-1990 dans la presse de Grande-Bretagne, USA et France. Des pays où la problématique globale de l'écologie est particulièrement populaire, à un moment où la natalité est relativement élevée. Le souhait de réduire la natalité dans les pays émergents du Sud provient de la représentation d'une croissance rapide de la natalité comme élément majeur d'une pression croissante sur les structures globales de l'écologie. C'est pourquoi ces articles mettent en évidence les effets écologiques positifs d'une natalité réduite, et ces textes orientés sur les pays développés. Dans le paradigme des droits égaux, il est difficile de concilier des appels à la réduction au Sud, à l'augmentation au Nord. C'est encore plus compliqué si l'on se réfère au paradigme de l'équilibre global, parce que la croissance de population au Nord à un lourd coût écologique en regard d'une semblable croissance au Sud.

De ce fait, nous n'avons pas un problème de croissance, mais bien un problème d'épuisement des ressources si l'on conserve l'actuel niveau de consommation, d'épuisement parfaitement plausible car le « milliard-étalon » s'en accomode. Et les populations des pays pauvres (dont ceux dont la natalité et la mortalité sont élevées) ne consomment que fort peu de ressources minérales (et de ce fait n'augmentent pas la pression écologique)

En d'autres termes, les propositions de diminuer la pression écologique sur la planète, dont celle de diminuer la population, n'ont pas pour but de réduire cette pression, mais de réduire la croissance économique des pays émergents (par exemple en imposant aux pays africains le protocole de Kyoto).

À notre avis, le problème est dans le modèle de la société de consommation, et de ce que l'on appelle « la culture de consommation ». Si le reste de population, les 6 milliards, consommera autant que le septième 'milliard-étalon' (en moyenne par personne), alors oui, la planète ne s'en sortira pas. Peut-être bien que la lutte écologique ne passe pas par la réduction de consommation des 6 milliards, mais par la limitation de la consommation du septième milliard ?

Gennady Barsoukov, RVS. »

[Source ici](#)



